



## Assemblée générale

Distr. générale  
1<sup>er</sup> août 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Soixante-sixième session

Point 69 b) de l'ordre du jour

**Promotion et protection des droits de l'homme :  
questions relatives aux droits de l'homme, y compris  
les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif  
des droits de l'homme et des libertés fondamentales**

### **Lettre datée du 27 juillet 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ouzbékistan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint les informations ci-après sur la libéralisation cohérente du système judiciaire en Ouzbékistan (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer l'information en annexe en tant que document de l'Assemblée générale, au titre du point 69 b) de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent  
de la République d'Ouzbékistan  
(*Signé*) Murad Askarov



**Annexe à la lettre datée du 27 juillet 2012 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de l'Ouzbékistan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Mise en œuvre cohérente de la libéralisation du système  
judiciaire en Ouzbékistan**

Depuis l'indépendance de l'Ouzbékistan, le système judiciaire national a subi des changements radicaux et qualitatifs qui ont permis la mise en place d'un pouvoir judiciaire indépendant, à même d'assurer l'administration de la justice comme il se doit et de libéraliser la législation pénale nationale. Les modifications et additifs apportés à la législation, à la procédure et au système en matière pénale ont été principalement opérés dans le but de protéger les droits de l'homme, d'accroître la qualité de la justice, d'améliorer les conditions de détention carcérale et d'instituer la conciliation comme forme de justice.

La libéralisation du système judiciaire a essentiellement tendu vers une limitation progressive du champ d'application de la peine de mort. La République d'Ouzbékistan, conformément aux obligations qu'elle a contractées à l'échelle internationale, n'a cessé de réduire le nombre d'articles du Code pénal prévoyant l'application de la peine de mort.

Avant 1998, la peine de mort en tant que sanction suprême pour crime était prévue dans 13 articles du Code pénal. Grâce au travail intensif des organes de protection extrajudiciaire – tels que le Centre national de la République d'Ouzbékistan pour les droits de l'homme, le Médiateur et des organisations non gouvernementales –, le Parlement ouzbek a adopté la loi du 29 août 1998 portant modifications et additifs à certains actes législatifs de la République d'Ouzbékistan, abolissant du Code pénal la peine de mort comme punition pour cinq types de crimes, à savoir : assouvissement par la force de désirs sexuels contre nature; violation des lois et coutumes de la guerre; attentat à la vie du Président de la République d'Ouzbékistan; formation d'une organisation criminelle et contrebande. En outre, la loi du 29 août 2001 ne décrétrait plus la peine de mort que pour quatre types de crimes, à savoir : meurtre avec préméditation assorti de circonstances aggravantes, acte d'agression, génocide et terrorisme. Le 13 décembre 2003, la peine de mort a été abolie pour deux autres articles du Code pénal : ceux qui ont trait à l'acte d'agression et au génocide.

Enfin, les réformes menées en Ouzbékistan en vue de libéraliser et d'humaniser le système judiciaire ont abouti à l'abolition totale de la peine de mort. Ainsi, le 1<sup>er</sup> août 2005, le Président de la République d'Ouzbékistan a adopté le décret sur l'abolition de la peine de mort en République d'Ouzbékistan, qui abolit, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, la peine de mort comme forme de sanction pénale. L'adoption du décret a eu pour effet de suspendre l'application de la peine de mort aux personnes précédemment condamnées à cette peine, instaurant ainsi un moratoire de fait sur l'exécution des jugements concernant la peine de mort.

Le 11 juillet 2007, le Parlement de la République d'Ouzbékistan a adopté la loi portant modifications et additifs à certains actes législatifs de la République d'Ouzbékistan dans le cadre de l'abolition de la peine de mort, et ratifié, le

10 décembre 2008, le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort.

La peine de mort a été commuée en peine d'emprisonnement à vie ou de longue durée, dont sont exonérés les femmes, les mineurs et les hommes de plus de 60 ans. La peine d'emprisonnement à vie n'est appliquée que pour meurtre prémédité avec circonstances aggravantes ou acte de terrorisme entraînant mort d'homme ou d'autres conséquences graves.

L'emprisonnement à vie est un instrument juridique fiable qui constitue une peine sévère mais juste pour les crimes particulièrement graves faisant automatiquement l'objet de poursuites. L'emprisonnement à vie exclut tout mécanisme d'exonération automatique de la responsabilité pénale ou de la peine pour cause de prescription. Les personnes condamnées à l'emprisonnement à vie ou à une peine de prison de longue durée ne peuvent bénéficier d'une mise en liberté conditionnelle.

En outre, le Code pénal introduit la notion d'emprisonnement de longue durée et en définit la portée. En particulier, une peine de prison prononcée pour une période de plus de 20 ans mais n'excédant pas 25 ans est réputée, en droit, une peine d'emprisonnement de longue durée, et ne s'applique qu'en cas de meurtre prémédité avec circonstances aggravantes ou d'acte de terrorisme entraînant mort d'homme ou d'autres conséquences graves.

Le Code pénal prévoit la possibilité de gracier une personne condamnée à la prison à vie. La loi définit les conditions particulières justifiant ou non de gracier une personne condamnée à la prison à vie ou à une peine de prison prolongée, lesquelles sont pleinement conformes aux principes fondamentaux des recommandations formulées en 1995 par l'ONU au sujet de la peine d'emprisonnement à vie. Ainsi, conformément à la loi portant modifications et additifs à certains actes législatifs de la République d'Ouzbékistan dans le cadre de l'abolition de la peine de mort, la demande de grâce peut être présentée par une personne ayant purgé une peine effective de 25 ans si elle avait été condamnée à la prison à vie, ou ayant purgé une peine de 20 ans, si elle avait été condamnée à la prison prolongée.

Il convient de relever que les dispositions précitées de la loi, d'une part, excluent la possibilité d'une exonération injustifiée de la responsabilité et l'arbitraire dans ce domaine, et que, d'autre part, elles incitent le condamné à s'amender, lui permettant d'espérer retrouver une vie normale, en liberté.

Il est important, à notre avis, d'étudier l'expérience tirée par la communauté internationale du recours à l'emprisonnement à vie. Avec le soutien d'organisations internationales, nous avons donc étudié l'expérience de la détention à vie dans des pays tels que, notamment, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Allemagne, la Finlande, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Lettonie.